

RÉFORMISME OU

Pour croire une telle assertion, il aurait fallu que Lénine omît la petite conjonction « ET », prise entre deux virgules, qui sépare nettement les deux premiers membres de la phrase et qui ne permet aucune confusion dans l'esprit du lecteur : Lénine affirme n'avoir aucun désaccord avec Trotsky, et, en ce qui concerne les paysans moyens non plus.

De plus, nous ne connaissons aucun texte de Lénine sur la théorie du « socialisme dans un seul pays » : théorie qui ne s'est jamais discutée à cette époque dans le Parti Communiste et pour cause puisqu'elle prit croissance, après la mort de Lénine, avec l'avènement de la bureaucratie au pouvoir et qui en fit un dogme fondamental.

Nous demandons aux militants du Parti Communiste Français qui nous lisent, qu'ils nous disent où et quand Lénine a défendu cette théorie !

Par contre, nous pourrions reproduire de nombreuses citations de Lénine comme la suivante :

« Nous risquons de périr et en tout cas, nous ne pourrions achever l'édification d'une société socialiste, si le prolétariat européen plus instruit ne vient pas nous donner la main. »

Mais il y a beaucoup plus fort encore. Dans cette même note n° 600, les bureaucrates soviétiques ajoutent sur Trotski :

« S'opposant à la théorie léniniste de la transformation démocratique bourgeoise en révolution socialiste, Trotski prônait la théorie anti-marxiste de la « Révolution Permanente ».

C'est effarant. Peut-on penser que les rédacteurs de cette note soient ignorants au point de ne pas savoir que la théorie de la révolution permanente est précisément la théorie de la transformation de la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste, qui fut mise en lumière par Trotski dès 1905 ?

Serait-ce plutôt une manœuvre grossière pour accréditer l'idée auprès des militants communistes — qui n'ont pas encore accès aux œuvres de Trotski — que la théorie de la Révolution permanente (reprise en partie par les communistes chinois sous le nom de révolution ininterrompue) ne serait que la théorie de la révolution pendant 365 jours ou pendant chacune des 525.600 minutes de l'année et ainsi indéfiniment... ?

Mais au fait ! Serait-ce que les khrouchtchéviens feraient leur, la théorie « léniniste » de la transformation de la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste dans les pays sous-développés ? Hélas ! la réalité est bien différente : le Parti Communiste indonésien se limite depuis plus de quinze années maintenant à la révolution démocratique bourgeoise personifiée par Sukarno, même le Parti Communiste égyptien qui subit l'énorme répression d'un Nasser ne montre aucune volonté de réaliser cette transcendance. Quant au Parti Communiste algérien il risque fort de se trouver dans la même situation que le Parti Communiste cubain voici trois ans, avec un programme démocratique bourgeois dans les mains, pendant que les grandes masses s'orientent vers la construction du socialisme.

Jusqu'à quand de tels procédés ignobles auront-ils cours dans le monde communiste ? Au travers de ces ultimes manœuvres se profilent la faiblesse politique et la peur de la bureaucratie soviétique qui tente de retarder le plus longtemps possible la marche irréversible et irrésistible vers un véritable « retour à Lénine » par de semblables méthodes !

G. LANGLOIS

En raison de l'abondance de matière, la suite de l'article sur le droit de tendance ne paraîtra que dans notre prochain numéro.

Au mois d'août 1961 la petite station balnéaire de Punta del Este près de Montévideo en Uruguay connaissait sa première conférence de l'O.E.A. (organisation des états américains) qui groupe les 20 Républiques d'Amérique latine et les Etats-Unis.

C'est M. Douglas Dillon, secrétaire d'état au trésor, qui dirigeait la délégation américaine, montrant par là la prédominance des problèmes économiques à résoudre.

L'accord qui s'est réalisé à l'unanimité moins Cuba a abouti au vote de l'« alliance pour le progrès » qui représente avant tout un programme économique, le seul texte politique étant une déclaration de principe affirmant que « la démocratie libérale constitue l'avenir politique et économique le meilleur pour le continent américain ».

Les textes économiques prévoyaient, sur le papier du moins, un certain nombre de mesures d'assainissement de l'économie (ébauche de planification, vœux d'une réforme agraire, intégration économique de l'Amérique latine) et surtout des investissements (publics et surtout privés, américains, européens et japonais) représentant environ 20 milliards de dollars répartis sur dix ans.

Cette conférence n'avait pu se mettre d'accord sur un problème économique essentiel : celui de la stabilisation du prix des matières premières, Washington restant attaché à la liberté des échanges. Surtout elle n'avait pas pu obtenir la condamnation politique du régime de Fidel Castro.

C'est pourquoi moins de 6 mois plus tard une nouvelle réunion de l'O.E.A. est convoquée à la demande de la Colombie. Cette fois il s'agit de discuter d'un problème politique, celui du « cas cubain », et c'est Mr. Dean Rusk, ministre des Affaires étrangères, qui vient en personne exiger la condamnation de Cuba et son exclusion de l'O.E.A.

Les motivations de la politique américaine, quoique multiples apparaissent assez clairement.

LA POLITIQUE DE L'IMPERIALISME AMERICAIN

Il s'agit d'abord, après le fiasco de l'invasion de Cuba, d'obtenir un succès de prestige à l'heure où le Congrès se réunit pour voter les crédits d'aide aux pays sous-développés. Il est certain qu'une condamnation du régime fidéliste avec une exclusion de Cuba obtenue à une très large majorité aurait représenté un argument de poids pour l'administration Kennedy qui doit faire face à un Congrès globalement encore plus à droite qu'elle. Une telle condamnation aurait apporté la preuve que la politique du dollar permettait de contrôler étroitement les bourgeoisies locales, mais aussi que ces bourgeoisies étaient assez fortes pour affronter les mécontentements des masses pour qui l'impérialisme américain reste le responsable numéro 1 de leur misère.

En fait dans cette perspective les résultats ont été plus que modestes. Certes tous les gouvernements bourgeois d'Amérique latine sont prêts à condamner le castrisme en tant que « communisme », mais les oppositions sont apparues dès qu'il s'est agi de prendre des sanctions concrètes contre Cuba ; si 13 Républiques (Uruguay, Vénézuéla, Pérou, Paraguay, Colombie, Panama, Nicaragua, Honduras, Haïti, Guatémala, Costa Rica, République Dominicaine, Salvador) ont suivi les Etats-Unis, les pays les plus importants, à commencer par le Brésil et le Mexique, se sont opposés à des mesures précises comme l'exclusion immédiate de Cuba ou comme la rupture des liens économiques et commerciaux.